

ECO & FINANCES
Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

QUOTIDIEN
ECONOMIQUE
DU TOGO

Amélioration des transports en milieu rural

L'Ouganda obtient un prêt d'environ 252 millions USD

P.6

Sacré **N° 1** de la **Presse écrite** par **Togo Médias Awards**

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



RENFORCEMENT DE L'AUTO-NOMISATION DES FEMMES

La BOA-Togo accorde 1 milliard FCFA à l'AFCT P.4



ACCÈS AU CRÉDIT AUTOMOBILE

Ecobank Togo et STAM SASU signent un partenariat stratégique P.2



CONSTRUCTION DE L'EXTENSION DE LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE DE BLITTA

Le Togo et AMEA Power signent un accord de financement

Le Togo et la société AMEA Power basée aux Emirats arabes unis, ont procédé le samedi 02 décembre 2023, à Dubaï, à la signature d'un protocole d'accord de financement pour la construction de l'extension de la Centrale photovoltaïque de Blitta.

Page 3

Voltec

RETROUVEZ NOUS

18ème

22 NOV
03 DEC
2023

FOIRE INTERNATIONALE DE LOME

Foire de toutes les opportunités

Voltec Togo

Ni dates plus sans dates Voltec

FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LA BOX FIBRE ET L'INSTALLATION SONT OFFERTES*

8866 www.canalbox.tg

CANALBOX

PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription.

Accès au crédit automobile

Ecobank Togo et STAM SASU signent un partenariat stratégique

La Société togolaise d'automobile et de maintenance (STAM SASU), et Ecobank Togo ont signé le mercredi 29 novembre 2023 à Lomé, un partenariat stratégique pour favoriser le crédit automobile au Togo.

Bernard AFAWOUBO

Les documents qui ont été paraphés par Eusèbe Afoutou, directeur juridique d'Ecobank Togo et Looky Tchapo, Président de STAM SASU, donnent un accès privilégié aux clients de la STAM SASU, de bénéficier à des services de crédit bancaire, de leasing, et d'assurance fournis par Ecobank Togo pour couvrir tous les aspects liés à la mobilité.

A travers ce partenariat, les salariés et les PME/PMI ont



désormais la possibilité d'acquiescer un véhicule neuf.

Ainsi, Ecobank Togo s'engage à offrir des prêts pouvant atteindre jusqu'à 50 millions

de FCFA, avec des conditions avantageuses et une durée maximale de remboursement de 72 mois pour les particu-

liers et 60 mois pour les personnes morales.

A en croire Eusèbe Afoutou, directeur juridique d'Eco-

bank Togo, représentant Souleymane Touré, Directeur Général d'Ecobank Togo, démontre le rôle important que joue l'institution dans le financement de l'économie togolaise.

« Nous mettons en œuvre notre expertise pour rendre la mobilité plus accessible grâce à des solutions de financement flexibles et compétitives. A travers ce nouveau partenariat, nous contribuons à l'amélioration des conditions de vie des populations et au développement des entreprises. Ceci est, sans aucun doute, une nouvelle démonstration du rôle important que nous jouons dans le financement de l'économie togolaise

» a-t-il indiqué.

« Notre vision commune est d'offrir à chaque client bien plus qu'un véhicule, mais un accompagnement personnalisé avec notre partenaire Ecobank Togo » a déclaré Looky Tchapo, Président de STAM SASU.

Concessionnaire automobile de premier plan, la Société togolaise d'automobile et de maintenance (STAM SASU), commercialise une vaste gamme de véhicules neufs notamment berlines, crossovers, SUV, pick-up et bus et bien d'autres, et offre à ses clients un large choix pour répondre à leurs besoins.

COP28

Faure Gnassingbé assiste à l'ouverture des travaux à Dubaï

Examiner le premier bilan mondial (Premier Global Stockage) en vue d'une évaluation complète des progrès enregistrés depuis l'Accord de Paris, conclu en 2015 lors de la COP21 qui fixe comme priorité une limitation de la hausse de la température mondiale à 1,5°C, c'est le but visé par la 28ème Conférence des parties sur le climat (COP28), dont les travaux ses sont ouverts le 1er décembre 2023 à Dubaï aux Emirats arabes unis, en présence du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé.

Patience SALLAH

Trois événements portant respectivement sur le bilan mondial de l'adaptation, les moyens de mise en œuvre et le bilan de l'atténuation marqueront les

travaux de cette rencontre internationale.

Pour les intervenants, la mobilisation des chefs d'Etat et de gouvernement à cette conférence, est la preuve de leur détermination à s'inscrire dans une dynamique unitaire

pour une lutte efficace contre le changement climatique.

Ils ont félicité les leaders des parties prenantes qui participent à cette lutte, malgré les moyens limités et pour certains, leur faible émission de gaz à effet de serre.

Le Togo s'est engagé pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à travers notamment une politique de promotion des énergies renouvelables et une campagne nationale de reboisement et de préservation de l'écosystème. Au cours des travaux de la COP28, le Président Faure Essozimna Gnassingbé, présentera les mesures prises par le Togo afin de renforcer la résilience des populations face aux effets du changement climatique, conformément à la Feuille de route gouvernementale Togo 2025. Il renouvellera également devant la communauté internationale, son engagement en faveur du climat.

En marge des travaux, la délégation togolaise est attendue à plusieurs autres événements notamment la table ronde présidentielle sur l'investissement vert en Afrique, le Sommet des leaders du G-77 et la Chine sur le changement climatique, le lancement public du rapport du Centre africain sur le climat, le lancement du Consortium Battery Energy Storage Systems (BESS) et la Journée de l'Afrique.

Pour rappel, la Conférence des parties sur le climat (COP) est un événement planétaire annuel organisé à l'initiative des pays signataires de la Convention cadre des Nations unies sur le Changement climatique (CCNUCC).

Société

Victoire Tomégah-Dogbé a échangé avec le président de Canal +

La Cheffe du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé, s'est entretenue le jeudi 30 novembre dernier à Lomé, avec le président de Canal+ international, Jacques Dupuy.

Yves ATCHANOUVI

Des projets de développement de Canal + au Togo ; l'avancement de ces projets et les ambitions de Canal + sur le Togo, avec principalement deux axes forts

de développement étaient au cœur des échanges.

A en croire Jacques Dupuy, président de Canal + international, le premier axe consistera à prolonger tous les investissements de Canal + dans le digital, au travers ce qui est déjà fait

sur la fibre, afin qu'un bon nombre de foyers togolais puissent avoir accès à une offre de fibre à bon marché.

Le second axe est le volet des contenus audiovisuels. L'accent sera mis sur les séries et les émissions qui peuvent être développées et réalisées au Togo.

« Ce qui est très encourageant, c'est que depuis 18 mois, on voit émerger des films africains, souvent dans le re-

gistre des comédies qui fonctionnent très bien dans les cinémas africains et qui commencent à rayonner dans des salles de cinéma en Europe, des salles dédiées, non seulement au cinéma africain, mais aussi pour le grand public », a déclaré Jacques Dupuy.

Selon lui, dans les mois à venir, la plus grande opportunité sera les séries et en parallèle, Canal + continuera à soutenir le cinéma.

Il a par ailleurs précisé que la Cheffe du gouvernement lui a confié qu'il y a une vraie ambition pour ce pays qui est très riche en histoire et très riche en talent, d'apparaître plus au travers de séries.

« La concurrence oblige toutes les entreprises à s'adapter aux besoins du consommateur » a martelé Jacques Dupuy, président de Canal+ international.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Construction de l'extension de la Centrale photovoltaïque de Blitta

Le Togo et AMEA Power signent un accord de financement

Le Togo et la société AMEA Power basée aux Emirats arabes unis, ont procédé le samedi 02 décembre 2023, à Dubaï, à la signature d'un protocole d'accord de financement pour la construction de l'extension de la Centrale photovoltaïque de Blitta.



Bernard AFAWOUBO

La cérémonie de signature de ce protocole d'accord de financement s'est déroulée en marge des travaux de la 28ème édition de la Conférence des parties sur le climat (COP28), en présence du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé.

Les documents ont été paraphés par Mawunyo Mila Ami Aziablé, Ministre délégué auprès du Président de la République chargé de l'Energie et des mines et de Hussain Jasim Al Nowais, président de la société AMEA Power.

La signature de cet accord marque une étape cruciale

pour le Togo dans son engagement en faveur de l'énergie renouvelable.

Ainsi, la Centrale photovoltaïque de Blitta, disposera désormais d'une capacité supplémentaire de 30 MW et d'un stockage de batterie supplémentaire d'au moins 10 MWh, cela portera sa capacité production de 70 MW à 100MW au totale.

Ainsi, l'augmentation de la capacité de production de la centrale photovoltaïque de Blitta, répond parfaitement à la vision du Chef de l'Etat togolais.

Conformément à la vision du chef de l'Etat de diversifier les sources d'énergie, de promouvoir le développement

durable et de faire du Togo un pays de référence en la matière sur le continent, le pays de Faure Gnassingbé, s'est engagé depuis quelques années dans une politique de promotion des énergies renouvelables avec la construction de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta, la plus grande de la sous-région ouest africaine, à ce jour. L'initiative présidentielle Cizo, d'électrification rurale à partir de kit solaire individuel, les projets d'installation des mini-centrales solaires et des mini-grids dans les régions économiques du pays ne sont pas du reste.

D'autres initiatives sont en cours de réalisation notam-

ment la construction d'une centrale solaire de 50 mégawatts (MW) raccordée au réseau public, d'une centrale solaire photovoltaïque de 30 MW de Dapaong et des centrales solaires photovoltaïques de Kara et de Sokodé (scalling solar).

L'ambition du Togo est d'atteindre 50 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici à 2030 et de réduire les émissions relatives à ce secteur à hauteur de 8 % à l'horizon 2025.

Toutes ces réalisations d'envergure font d'ailleurs partie des actions phares présentées au Pavillon dédié au Togo à la 28è édition de la Conférence des parties sur le climat (COP28).

AMEA Power est l'une des sociétés d'énergie renouvelable à la croissance la plus rapide de la région, avec un pipeline d'énergie propre de plus de 6 GW dans 20 pays.

Fondée en 2016, AMEA Power a réuni une équipe de premier plan d'experts mondiaux de l'industrie pour réaliser des projets en Afrique, au Moyen-Orient et sur d'autres marchés émergents.

AMEA Power compte déjà

plus de 1 230 MW de projets d'énergie propre en exploitation ou en construction au Burkina Faso, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et au Togo. Pour soutenir sa croissance, AMEA Power étend rapidement ses investissements dans l'éolien, le solaire, le stockage d'énergie et l'hydrogène vert, démontrant ainsi son engagement à long terme dans la transition énergétique mondiale.

Pour réaliser ses projets, AMEA Power travaille en partenariat étroit avec des chaînes d'approvisionnement mondiales, des institutions financières et des acheteurs d'électricité, qui se sont engagés dans des accords d'achat d'électricité (PPA) à long terme.

Dans le cadre de son engagement envers le développement économique et social, AMEA Power travaille en étroite collaboration avec les parties prenantes locales pour établir des programmes qui font progresser les communautés locales voisines de nos projets d'énergie renouvelable.

18ème Foire internationale de Lomé

L'événement se poursuit jusqu'au 10 décembre prochain

La ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, a, à travers un communiqué rendu public le vendredi 1er décembre 2023, prorogé la 18ème Foire internationale de Lomé jusqu'au dimanche 10 décembre prochain.

Patience SALLAH

Initialement prévu pour s'achever le dimanche 03 décembre, la Foire se pro-

roge jusqu'au 10 décembre prochain. C'est ce qui en a décidé la ministre en charge du commerce.

Selon Rose Kayi Mive-

dor-Sambiani, cette décision a été prise dans le but de permettre à toute la population de tirer pleinement profit de cette dynamique et de toutes les opportunités.

« Les prix des tickets d'entrée sont par ailleurs revus à la baisse et sont désormais de 300 FCFA de lundi au vendredi et de 500 FCFA du sa-

medi au dimanche. En outre, l'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 10 ans accompagnés de leurs parents » indique Rose Kayi Mivedor-Sambiani, ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale. Par ailleurs, la ministre invite toute la population à faire massivement le déplacement

du centre togolais des expositions et foires de Lomé (CE-TEF-Lomé), pour non seulement découvrir et acheter les produits, mais aussi pour bénéficier des services offerts sur le site.

Démarrée depuis le 22 novembre dernier, la foire internationale de Lomé, bat son plein.

18è Foire de Lomé

Ramco met en exergue les produits LG

Ramco a organisé vendredi à Lomé un séminaire technique B2B. C'était à l'occasion de sa journée à la 18è Foire internationale de Lomé (FIL). La société a entretenu les entreprises et les invités sur la qualité des produits de marque LG.

Les responsables de la société ont dévoilé les différents types de produits LG commercialisés au Togo. Il s'agit des produits de climatisation et interactifs.

Ablaye Mbow, SAC Sales Engineer LG Sénégal, a fait savoir que les produits de climatisation résidentielle et commerciale de marque LG dis-

posent d'une efficacité énergétique. « Nos produits ne sont pas énergivores. Dans le monde du bâtiment par exemple, 42 % de la facture d'électricité sont consommés par la climatisation. Il est donc nécessaire de voir comment faire pour que la climatisation réponde aux normes et donne du confort. Dans ce cas, il ne

faut pas regarder seulement la température mais la qualité de l'air de l'intérieur. LG a des solutions pour la purification de l'air dans ses unités intérieures qui vous donne jusqu'à 99 % d'air. Il s'agit d'une solution avec une qualité de l'air dans un environnement vivant », a-t-il déclaré. M. Mbow a également insisté sur la durabilité qui devra permettre de s'assurer que le produit peut aider à avoir un retour sur investissement. « Quand vous avez un produit, vous devez vous attendre qu'il puisse durer avec vous. Il faut s'assurer

aussi que le coût de possession soit moindre pour que vous puissiez rentrer sur vos investissements », a-t-il ajouté.

Balla Diouf, Id Sales Manager Electronics Sénégal, est allé dans le même sens. Il a souligné que la société n'est pas qu'un simple vendeur mais elle vise aussi la satisfaction de ses clients.

« Nous faisons de l'accompagnement avant pendant et après-vente. Au-delà d'une simple marque, LG est une philosophie. Nous nous engageons à vous offrir des produits électroniques de dernières générations qui répondent et correspondent à votre style de vie tout en tenant compte de votre budget. C'est dans

ce sens que nous disposons des différentes gammes de produits faciles à comprendre et très intéressants qui correspondent à vos besoins », a-t-il indiqué.

Egalement présent à la rencontre, le président manager de la zone ouest-africain, Jiung Park dit être satisfait des relations que LG entretient avec Ramco au Togo depuis plus de 30 ans.

« C'est un honneur pour moi d'être ici pour pouvoir créer cette synergie et accompagner le peuple togolais à connaître LG en profondeur avec ses nouveautés technologiques », a-t-il laissé entendre.

Togo en live

Renforcement de l'autonomisation des femmes

La BOA-Togo accorde 1 milliard FCFA à l'AFCE

Dans l'optique de renforcer l'autonomisation économique des femmes entrepreneures au Togo, la Bank Of Africa (BOA-Togo), a conclu le mercredi 29 novembre 2023 à Lomé, un partenariat historique avec l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Togo (AFCE).

Bernard AFAWOUBO

D'un montant global d'un milliard de FCFA, cet accord vise à étendre l'accès au financement aux petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, catalysant ainsi le potentiel entrepreneurial féminin au Togo. Cet accord s'inscrit dans la continuité des actions de la Bank Of Africa-Togo engagées envers l'entrepreneuriat féminin. Reconnue pour son expertise financière, la BOA-Togo, s'associe à l'AFCE dans le cadre d'un partenariat visionnaire.

A en croire Valentine Sama, présidente de l'AFCE, cette

convention vient à point nommé pour renforcer et densifier la productivité et davantage accroître la classe moyenne.

« Nous voulons par ce financement rentrer dans un cercle vertueux de renforcement de création de richesse à tous niveaux » a-t-elle indiqué. Et de déclarer que « Je suis convaincue que cette convention ouvre la voie à un développement soutenu et continue de nos entreprises et à l'épanouissement de nos collaborateurs, venant ainsi appuyer la feuille de route gouvernementale Togo 2025 ».

Ce partenariat s'articule autour de plusieurs axes stratégiques, comprenant la défi-



inition d'un cadre dynamique et évolutif, l'accompagnement technique et financier des entrepreneures membres de l'AFCE, et la mise en place de garanties favorisant un accès facilité au financement.

A travers cette convention, la BOA-Togo s'engage à mettre à disposition une enveloppe financière globale pour financer les projets des PME dirigées par les femmes membres de l'AFCE. Avec des conditions de remboursement étalées sur une période allant jusqu'à 72 mois et une

couverture allant jusqu'à 100% du prix d'achat HT de l'équipement, BOA-TOGO facilitera l'acquisition d'équipements modernes et de qualité supérieure.

De son côté l'AFCE agira en tant que facilitateur, offrant aux entrepreneures un accès privilégié à des sessions de formation, de mentorat et de coaching. L'association s'engage également à fournir un accompagnement dans la gestion des projets financés, simplifiant ainsi les procédures et renforçant l'impact positif sur le secteur

entrepreneurial féminin togolais.

BOA-TOGO et l'AFCE sont convaincus que ce partenariat innovant jouera un rôle clé dans la stimulation de la croissance économique du Togo. En collaborant pour faciliter l'accès aux ressources financières et professionnelles de qualité, les deux entités affirment leur engagement commun en faveur du développement socio-économique du pays.

Au-delà des avantages individuels pour les entrepreneures, cette collaboration entre BOA-TOGO et l'AFCE promet des retombées positives pour le développement économique global du Togo. Elle encouragera l'investissement dans l'entrepreneuriat féminin, améliorera la productivité et la rentabilité des entreprises dirigées par des femmes, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois dans le pays.

IATF 2023

Les accords commerciaux et de transactions évalués à 43,8 milliards de dollars américains

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé le vendredi 1er décembre 2023, au Caire, que la troisième Foire commerciale intra-africaine (IATF2023), qui s'est tenue au Caire du 9 au 15 novembre, a vu la conclusion d'accords commerciaux et de transactions évalués à 43,8 milliards de dollars américains.

Patience SALLAH

Les organisateurs de cet événement continental ont dans le compte rendu final indiqué que ce montant représentait la valeur de 426 accords conclus dans 21 secteurs couvrant 52 pays. Selon Kanayo Awani, vice-présidente exécutive d'Afreximbank, 130 pays ont participé au salon, qui attiré 1 939 exposants et 28 282 participants présents physiquement et à travers la plateforme virtuelle de l'IATF.

L'une des transactions notables comprenait le cadre d'exportation d'agriculture pour la sécurité alimentaire exécuté par plusieurs pays africains (en tant que pays d'origine) et les plates-formes industrielles intégrées ARISE, Arise IIP (en tant qu'investisseur principal) dans lesquelles Afrximbank a engagé 2 milliards de dollars américains pour stimuler la production, la transformation et le commerce intra-africain des produits agricoles et offrir aux agriculteurs et aux entreprises agroalimentaires africaines des opportunités d'accéder à

des marchés plus vastes à travers le continent.

« L'IATF s'est imposée avec succès comme le principal événement de commerce et d'investissement en Afrique, avec la capacité unique d'accroître le commerce et les investissements intra-africains, en particulier dans le contexte de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) » a déclaré Kanayo Awani, vice-présidente exécutive d'Afreximbank.

Qui a par ailleurs ajouté que « En m'appuyant sur les succès de l'IATF2018 et de l'IATF2021, je suis fier de dire que le buzz et l'énergie générés par l'IATF2023 se feront sentir dans toute l'Afrique et au-delà pendant de nombreuses années à venir. Ensemble, nous avons exploré de nouvelles possibilités et ouvert de nouvelles portes pour un avenir meilleur pour notre continent ».

L'IATF2023 a débuté le 9 novembre et comprenait une cérémonie d'ouverture officielle, un sommet présidentiel auquel s'est adressé le président Abdel Fattah Al Sisi de la République arabe d'Égypte, un

forum sur le commerce et l'investissement, le Creative Africa Nexus (CANEX), un forum automobile africain, le programme d'entrepreneuriat des jeunes de l'UA, une conférence des sous-souverains, un sommet de la diaspora, une semaine de l'industrialisation africaine et un forum sur la durabilité et l'investissement du tourisme africain. Une série d'événements parallèles ont également été organisés dans le cadre du salon.

La prochaine édition de l'IATF sera accueillie en 2025 par l'Algérie.

À propos du Salon intra-africain Organisé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la Foire commerciale intra-africaine (IATF) vise à offrir une plateforme unique pour faciliter l'échange d'informations sur le commerce et les investissements à l'appui de l'augmentation du commerce et des investissements intra-africains, en particulier dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange conti-

ental africain (ZLECAf). L'IATF rassemble des acteurs continentaux et mondiaux pour présenter et exposer leurs produits et services et explorer les opportunités commerciales et d'investissement sur le continent. Il fournit également une plate-forme pour partager des informations sur le commerce, les investissements et les marchés avec les parties prenantes et permet aux participants de discuter et d'identifier des solutions aux défis auxquels sont confrontés le commerce et les investissements intra-africains. Outre les participants africains, le salon est également ouvert aux entreprises et aux investisseurs de pays non africains intéressés à faire des affaires en Afrique et à soutenir la transformation du continent par l'industrialisation et le développement des exportations.

À propos d'Afreximbank La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) est une institution financière multilatérale panafricaine chargée de financer et de promouvoir le commerce intra-africain et extra-africain. Depuis 30 ans, la Banque déploie des structures innovantes pour fournir des solutions de financement qui soutiennent la transformation de la structure du commerce africain, accélérant l'industrialisation et le commerce intra-régional, stimulant ainsi l'expansion économique en

Afrique. Fervent partisan de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), Afrximbank a lancé un système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui a été adopté par l'Union africaine (UA) comme plateforme de paiement et de règlement pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf). ZLECAf. En collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAf et l'UA, la Banque met en place un fonds d'ajustement de 10 milliards de dollars américains pour aider les pays à participer efficacement à la ZLECAf.

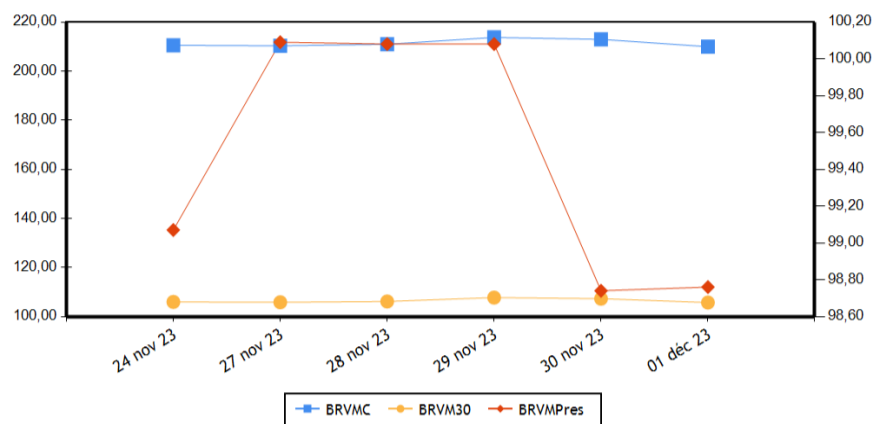
Fin 2022, le total des actifs et garanties d'Afreximbank s'élevait à plus de 31 milliards de dollars, et les fonds de ses actionnaires s'élevaient à 5,2 milliards de dollars. La Banque a décaissé plus de 86 milliards de dollars entre 2016 et 2022. Afrximbank bénéficie de notations de qualité investissement attribuées par GCR (échelle internationale) (A), Moody's (Baa1), Japan Credit Rating Agency (JCR) (A-) et Fitch (BBB). Afrximbank est devenue une entité de groupe comprenant la Banque, sa filiale de fonds d'impact appelée Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA) et sa filiale de gestion d'assurance, AfrximInsure, (ensemble, « le Groupe »).

BRVM COMPOSITE	209,92
Variation Jour	-1,40 %
Variation annuelle	3,30 %

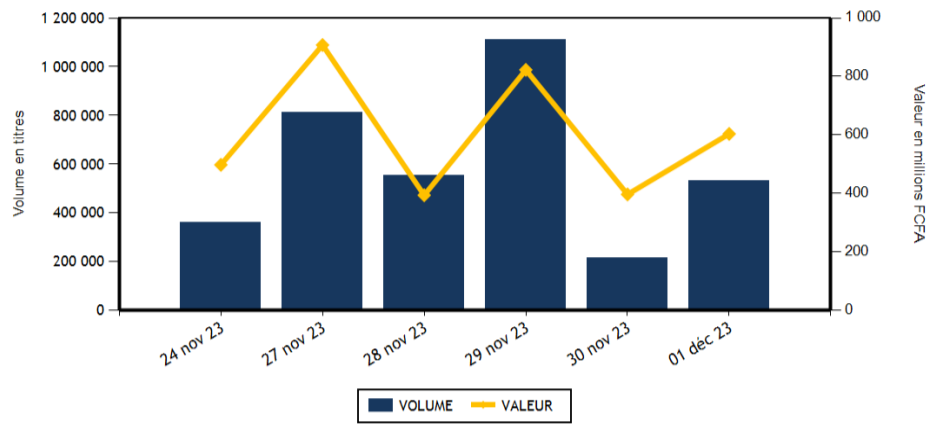
BRVM 30	105,70
Variation Jour	-1,46 %
Variation annuelle	5,70 %

BRVM PRESTIGE	98,76
Variation Jour	0,02 %
Variation annuelle	-1,24 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 809 658 965 346	-1,40 %
Volume échangé (Actions & Droits)	506 845	140,92 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	365 599 489	5,01 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	10	25,00 %
Nombre de titres en baisse	21	5,00 %
Nombre de titres inchangés	12	-14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 288 603 317 348	-0,21 %
Volume échangé	24 961	392,04 %
Valeur transigée (FCFA)	237 684 000	394,16 %
Nombre de titres transigés	4	-60,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-87,50 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	2	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	2 795	7,50 %	-50,71 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	18	5,88 %	-5,26 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 880	5,85 %	32,31 %
UNIWAX CI (UNXC)	615	2,50 %	-20,13 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	830	2,47 %	10,67 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 440	-6,15 %	-37,83 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	10 800	-5,68 %	5,78 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	845	-5,59 %	-9,14 %
PALM CI (PALC)	6 500	-4,41 %	-37,41 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 000	-3,23 %	22,45 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	98,76	0,02 %	-1,24 %	465 979	164 980 859	6,02
BRVM-PRINCIPAL	36	102,94	-2,41 %	2,94 %	40 866	200 618 630	13,93

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,60	-0,49 %	-1,55 %	6 221	52 072 330	38,70
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	518,88	-2,66 %	6,07 %	22 694	172 565 230	8,64
BRVM - FINANCES	15	84,59	0,12 %	12,02 %	461 678	104 036 709	6,61
BRVM - TRANSPORT	2	366,76	0,00 %	7,33 %	894	1 324 500	8,13
BRVM - AGRICULTURE	5	146,90	-0,19 %	-48,19 %	3 728	16 883 025	6,86
BRVM - DISTRIBUTION	7	324,94	-2,56 %	-9,37 %	11 425	18 543 195	11,27
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 110,49	0,00 %	-5,26 %	205	174 500	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,59
Taux de rendement moyen du marché	8,57
Taux de rentabilité moyen du marché	9,36
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	131
Volume moyen annuel par séance	492 801,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 177 897 942,75

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	14,76
Ratio moyen de satisfaction	48,60
Ratio moyen de tendance	329,39
Ratio moyen de couverture	30,36
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	3,55
Nombre de SGI participantes	32

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Amélioration des transports en milieu rural

L'Ouganda obtient un prêt d'environ 252 millions USD

(CROISSANCE AFRIQUE) - Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, le 1er décembre 2023, à Abidjan, l'octroi d'un prêt de 252,83 millions USD à l'Ouganda, pour financer la construction de la route Laropi-Moyo-Afoji et Katuna-Muko-Kamuganguzi.

L'appui financier se compose de deux prêts : un de 179,68 millions de dollars de la Banque africaine de développement et l'autre de 73,15 millions de dollars, du Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux concessionnels du Groupe de la Banque.

« Le Projet de route Laopi-Moyo-Afoji/Katuna-Muko-Kamuganguzi vise à améliorer la connectivité des transports en milieu rural et à faciliter l'intégration régionale dans les districts de Kabale, Rubanda et de Moyo en Ouganda. Il devrait stimuler les revenus, ap-

profondir l'intégration régionale et faciliter le commerce tout en ouvrant un autre corridor de transport reliant l'Ouganda, le Soudan du Sud et la République centrafricaine », a déclaré Augustine Ngafuan, responsable pays de la Banque africaine de développement en Ouganda.

« La réalisation de cette infrastructure permettra donc aux opérateurs économiques le long de cette route de réduire les coûts et les délais d'exécution tout en améliorant l'efficacité de la logistique des transports », a-t-il ajouté.

En plus des deux routes princi-

pales, le projet va réaliser des aménagements connexes : construction de routes dans les petites villes et implantation d'équipements de circulation non motorisés (passerelles et pistes cyclables) dans les localités de Moyo et de Laropi, dans le Nord-Ouest ; l'éclairage public pour améliorer l'environnement des affaires pour les commerçants ; la construction de voies piétonnes et de pistes cyclables pour améliorer la mobilité.

Il est également prévu la construction d'étals de marché dotés d'installations frigorifiques à Kashasha/Katuna, Moyo et Laropi avec des

équipements de réfrigération à l'appui des activités commerciales qui ont actuellement lieu en plein air pour améliorer les recettes générées par les produits périssables comme le poisson et les légumes.

Par ailleurs des ouvrages de protection contre les inondations seront réalisés à Laropi pour renforcer la résilience des populations face aux effets changements climatiques et ainsi réduire les perturbations des activités commerciales.

Enfin, il sera construit un poste frontière à passage unique à Afoji/Jale pour renforcer les activités commerciales et les transports et faciliter l'harmonisation, la synchronisation et la coordination de la chaîne des opérations et formalités de passage à la frontière.

La route Laropi-Moyo-Afoji se trouve au nord-ouest de l'Ougan-

da, dans le district de Moyo, qui compte environ 140 000 habitants. Environ 80 % des terres du district sont arables et appropriées pour l'agriculture et l'horticulture.

La sous-région du Nil occidental héberge actuellement plus de 500 000 réfugiés provenant de la République démocratique du Congo et du Soudan du Sud. La route fournira un accès vital à plusieurs camps de réfugiés et appuiera les communautés agricoles des districts de Kabale et de Rubanda, qui affichent une population de 460 000 habitants.

Notons qu'au mois de novembre 2023, le portefeuille actif du Groupe de la Banque africaine de développement en Ouganda comprenait 35 projets pour des engagements de 1,95 milliard de dollars.

Projets intégrateurs

La Cemac obtient plus de 6 000 milliards de FCFA de promesses d'investissement

(Investir au Cameroun) - La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), qui regroupe six pays (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad), annonce avoir obtenu des promesses d'investissement de 9,2 milliards d'euros (plus de 6 034 milliards de FCFA) pour le financement de ses 13 projets d'intégration régionale lors d'une table ronde des investisseurs tenue les 28 et 29 novembre dernier à Paris (France). Ce montant représente 104% de l'objectif initial de 8,8 milliards d'euros, affirme Michel-Cyr Djiena Wembou, secrétaire permanent du Comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financières de la Cemac (Pref-Cemac).

Ces 13 projets intégrateurs, qui représentent le volet « infrastructures » du Programme économique régional (PER), portent sur quatre

axes : le développement des infrastructures physiques, le renforcement de la production d'énergie, la promotion du marché unique et la diversification

économique. Ils visent à développer les échanges commerciaux régionaux, à augmenter la transformation locale des ressources naturelles, à industrialiser

ser davantage les économies et à renforcer leur résilience aux chocs futurs. Dans le cadre de ces projets, il est par exemple prévu la construction du poste de contrôle unique de Koutéré, un village frontalier entre le Cameroun et le Tchad.

Le premier programme de projets intégrateurs de la Cemac a été adopté par la Conférence des chefs d'État à l'occasion du Sommet extraordinaire de Yaoundé en novembre 2019. Les 11 projets sélectionnés alors par le Copil Pref-Cemac avaient ensuite été présentés aux bailleurs de fonds au cours d'une table ronde organisée en novembre 2020 dans la capitale française. « Près de 3,8 milliards d'euros pour un montant recherché de 3,3 milliards d'euros avaient alors été mobilisés, et à ce jour,

80 % desdits projets ont effectivement démarré », indiquait la Cemac en juillet dernier.

S'agissant du deuxième programme de 13 projets intégrateurs, il a été adopté au terme de la 15e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État en mars 2023 toujours à Yaoundé qui, au regard de la réussite de la mobilisation des fonds pour le premier programme, a jugé nécessaire de mettre sur pied un second programme. Ce, en vue de renforcer l'intégration physique et commerciale des États, de résister aux chocs futurs et de mieux tirer profit de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), selon la même source.

Industrialisation au Bénin

La GDIZ annonce la transformation de 600.000 tonnes de soja en 2024

D'une production de 400.000 tonnes pour le compte de la campagne 2022-2023, la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) pourra atteindre d'ici 2024, une capacité de transformation de 600.000 tonnes de soja. Létondji BEHETON, directeur général de la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-BENIN), a fait l'annonce vendredi 24 novembre 2024, lors d'une rencontre avec la presse.

Au terme de la première phase d'exploitation de 400 ha à la Zone industrielle de Glo-Djigbé, BENIN ORGANICS et BENIN AGRI BUSINESS sont les deux unités de transformation de soja déjà opérationnelles. La première, spécialisée

dans la transformation de soja organique, a une capacité de transformation annuelle de 60.000 tonnes, tandis que BENIN AGRI BUSINESS, en place pour la transformation de soja conventionnel, est dotée d'une capacité annuelle de transformation qui avoisine

les 150.000 tonnes.

La société NAP SARL en cours d'installation, démarre ses activités en 2024, avec un objectif de 50.000 tonnes de soja par an.

Face aux professionnels des médias vendredi 24 novembre 2023, le directeur général de

la Société d'investissement et de promotion de l'industrie a présenté le bilan en matière de transformation de soja au Bénin ces dernières années. « Avant 2018, la production totale de soja au Bénin était de 22.000 tonnes. Entre 2022 et 2023, nous avons enregistré une production record de 400.000 tonnes », a-t-il confié avant d'annoncer le record attendu pour 2024. « Pour la campagne 2023-2024, le ministère de l'agriculture nous a informés que nous attendons une production record de 600.000 tonnes », a ajouté Létondji BEHETON. A l'en croire, la GDIZ dans sa politique de transformation des

produits agricoles, s'assure de ce que les investisseurs ne manquent pas de matières premières.

La Zone industrielle de Glo-Djigbé, fruit de la joint-venture entre le Groupe ARISE et le gouvernement béninois, a enregistré en deux ans d'exploitation (2021-2023), l'installation de 36 investisseurs opérant dans les secteurs de la transformation du cajou, le textile, de soja, les emballages, etc. Sur ce nombre, 12 investisseurs sont déjà opérationnels, et emploient de façon directe, plus de 10.000 jeunes béninois.

www.24haubenin.bj

Santé

La campagne de vaccination contre le VPH Lancée à Tohoun dans le district du Moyen-Mono

Le secrétaire général du ministère de la santé et de l'hygiène publique, Kokou WOTOBE et la représentante résidente de l'UNICEF, Dr Aissata Ba Sidibe ont procédé lundi à Tohoun au lancement de la campagne nationale de vaccination contre le virus du papilloma humain (VPH) pour la prévention du cancer le du col de l'utérus chez les filles de 9 à 14 ans. C'était en présence des préfets de Moyen-mono et de Haho, de la directrice de cabinet, du directeur régional des enseignements primaire et secondaire, des maires, des chefs traditionnels et de la population. Une dizaine de filles ont été vaccinées sur place lors du démarrage de cette campagne.

Chaque année, on estime à 604 000, le nombre de nouveaux cas de cancer du col de l'utérus dans le monde et plus de la moitié soit environ 342 000 en meurent. Plus de 90% de ces décès surviennent malheureusement dans les pays en voie de développement dont le Togo. En effet, selon le rapport de 2020 de l'Agence Internationale de Recherche sur le Cancer, le cancer du col de l'utérus est le deuxième cancer le plus meurtrier chez la femme togolaise, juste derrière le cancer du sein. En 2020, par exemple, sur 595 cas enregistrés, 417 femmes sont décédées des suites de cette maladie.

Pour le secrétaire général du ministère de la santé et de l'hygiène publique, la lutte contre le cancer est un enjeu majeur pour le Togo. C'est alors que de 2015 à 2017, un projet pilote de vaccination



contre le cancer du col de l'utérus avec le même vaccin a été mis en œuvre dans les districts de Golfe et Tchamba avec un franc succès et une bonne adhésion de la population.

« Si nous sommes ensemble aujourd'hui, c'est parce que le cancer du col de l'utérus peut être prévenu par la vaccination et il existe un vaccin sûr et efficace contre

cette terrible maladie. Cette campagne de vaccination, ciblant les jeunes filles âgées de 9 à 14 qui va se poursuivre jusqu'au 1er décembre 2023, est entièrement gratuite et va permettre de protéger 656 000 jeunes filles, représentant environ 7,8% de la population totale du pays », a-t-il déclaré.

Dr Kokou WOTOBE a rappelé que le le vaccin contre le

Virus du Papillome Humain sera introduit dans le programme de vaccination de routine chez les filles de 9 ans après cette phase de rattrapage des filles de 9 à 14 ans.

« A partir du 4 décembre 2023, le vaccin contre le virus du papillome humain sera disponible dans tous les centres de santé pour les filles de 9 ans, couvrant chaque année environ 113 730 d'entre elles, soit environ 1,37% de la population totale. Au cours de cette campagne, l'administration du vaccin sera couplée à la sensibilisation des adolescents à l'hygiène menstruelle et la bonne gestion de la période de la puberté », a-t-il fait savoir.

La représentante résidente de l'UNICEF au Togo a félicité le gouvernement pour les progrès enregistrés par le Togo ces dernières années dans le domaine de la santé. Dr Aissata Ba Sidibe a également insisté sur le vaccin est l'une des découvertes les plus importantes de la médecine préventive qui a permis de réduire significativement la mortalité et la morbidité des maladies évitables par la vaccination.

« Grâce à la prévention par la vaccination, les femmes et les jeunes filles au Togo et dans la Région africaine

peuvent être protégées contre le cancer du col de l'utérus. Il est vrai que le dépistage et le traitement méritent d'être accessibles et efficaces, mais, notre première ligne de défense est le vaccin contre le papillomavirus. C'est un vaccin sûr, efficace et qui sauve des vies. Il suffit d'une dose pour protéger les adolescentes et les femmes », a-t-elle indiqué.

Pour la réussite de cette campagne, les partenaires ont mobilisé plus de 5 milliards 127 millions FCFA dont plus de 4 milliards 340 millions pour l'achat du vaccin, pour accompagner le gouvernement togolais afin de vacciner plus de 656 000 filles âgées de 9 à 14 ans. Cette vaccination va se faire en stratégie fixe dans les centres de santé, en stratégie avancée dans les établissements scolaires et aussi en stratégie mobile.

Les leaders traditionnels, les élus locaux, les autorités socio-politiques et administratives, la Société Civile, les volontaires, les associations des jeunes et des femmes engagés la lutte contre les cancers à jouer leur partition pour la réussite de campagne de vaccination. De même, il est demandé aux parents de faire vacciner leur fille de 9 à 14 ans pour les protéger contre cette grave maladie qu'est le cancer du col de l'utérus.

Service de Communication du MSHP

Zoom | La renaissance l'arbitrage togolais sur le plan international

Un coup de maître de la Fédération Togolaise de Football

La Fédération Togolaise de Football (FTF), sous la houlette du Colonel Guy Kossi Akpovy, a orchestré une transformation révolutionnaire de l'arbitrage togolais le propulsant sur le plan international. Cette évolution, marquée par un engagement sans faille pour l'excellence, a élevé l'arbitrage togolais à un statut d'élite, tant dans les catégories féminines que masculines.

Des arbitres de la trempe de Jonathan Koffi Ahonton et Vincentia Amédomé, grâce à leurs prestations hors normes, se sont érigés en véritables ambassadeurs de cette réussite retentissante de la FTF. Ces deux dernières années, Vincentia Amédomé, en particulier, arbitre professionnelle de la CAF, a bril-

lamment mis en avant l'arbitrage togolais en participant à des tournois internationaux comme la Coupe du Monde Féminine U20, le Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) et la Coupe du Monde Séniors des Dames. Sa présence et celle de ses collègues arbitres femmes régulièrement sur le continent illustrent l'exceptionnelle



capacité du Togo à aligner régulièrement des quatuors féminins dans un paysage régional généralement habitué aux tris féminins.

La demande accrue pour l'expertise arbitrale togolaise à l'échelle continentale, notamment de la part de la Confédération Africaine de Football (CAF) pour des

compétitions interclubs, souligne l'empreinte indélébile laissée par la FTF. La présence de Jonathan Koffi Ahonton dans la liste des officiels des rencontres de grande envergure, telles que la finale de la Coupe du Monde des U17 entre l'Allemagne et la France qui aura lieu ce samedi 2 décembre, est un témoignage éclatant de cette ascension.

La présélection de Jonathan Koffi Ahonton pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations qui aura lieu en Côte d'Ivoire, la CAN U20 et la CAN U23 auxquelles il a participé révèlent la stratégie méticuleuse de la FTF en matière de formation d'arbitres

de premier plan. Cette vision stratégique est également reflétée dans les réalisations remarquables des assesseurs et commissaires au match togolais, dont l'expertise et l'intégrité contribuent à redéfinir les standards de l'arbitrage à l'échelle internationale.

Il donc important de rappeler que la Fédération Togolaise de Football, sous la direction éclairée du Colonel Akpovy, a non seulement révolutionné l'arbitrage au Togo ces dernières années, mais a également établi un modèle d'excellence qui influence le travail des arbitres togolais sur le terrain.

AVEC SANLAM AUTO, ROULEZ EN TOUTE CONFIANCE.



VOL



**RESPONSABILITÉ
CIVILE**



**REMBOURSEMENT EN
CAS DE RECOURS**



BRIS DE GLACES



**DOMMAGES
TOUS ACCIDENTS**



**PROTECTION
CONDUCTEUR LIMITÉE**



INCENDIE



**TIERCE
COLLISION**

22 53 59 00

en cas d'accident

8877

www.tg.sanlam.com

 **Sanlam**

Vivez en toute confiance